



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES CÔTES D'ARMOR

Direction départementale de la
protection des populations

Service prévention des risques
environnementaux
IC : 2003/0433
GIDIC : 0522-05343
MTB

ARRÊTÉ MODIFICATIF
portant autorisation environnementale
d'une installation classée pour la protection de l'environnement
le préfet des Côtes d'Armor

- VU** le code de l'environnement et ses annexes ;
- VU** l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale, notamment l'article 15 ;
- VU** le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;
- VU** l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 2101, 2102, 2111 et 3660 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral en date du 14 mars 2014 établissant le cinquième programme d'actions régional à mettre en œuvre en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003, modifié le 31 mai 2005, autorisant Monsieur Pierre LE CAM à exploiter un élevage de 51 000 animaux équivalents en présence simultanée répartis en 31 000 poulettes démarrées (31 000 animaux équivalents) sur le site de « Pont Nezen » à Saint-Connan et de 20 000 poulettes démarrées (20 000 animaux équivalents) sur le site de "Sainte Marie" pour une production d'azote limitée à 11 816 kg par an;
- VU** la demande présentée le 14 février 2018, par Monsieur Pierre LE CAM, dont le siège social est situé au lieu-dit « Sainte Marie » à SAINT CONNAN, en vue d'effectuer à Saint-Connan au lieu-dit « Pont Nezen » :
- l'extension d'un élevage avicole afin de passer de 51 000 à 64 040 poulettes et le maintien de la dérogation de distance ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 12 juillet 2018 ;
- VU** l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques le 26 juillet 2018 ;

CONSIDERANT que la demande présentée prévoit des mesures compensatoires permettant une gestion correspondant aux normes en vigueur visées par le code de l'environnement ;

CONSIDERANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 et suivants du code de l'environnement ;

CONSIDERANT que la demande a pour objet une augmentation des effectifs poulettes démarrées et que la restructuration ne nécessite pas de construction nouvelle ;

CONSIDERANT que la mise à jour du mode de gestion des déjections se traduit par l'arrêt de l'unité de fabrication d'engrais et d'amendements organiques, un plan d'épandage sur les terres en propre et chez un prêteur de terre ainsi que la reprise des effluents bruts par un prestataire de service;

CONSIDERANT que le pétitionnaire démontre qu'il est en mesure de gérer les effluents produits sur son exploitation;

CONSIDERANT qu'il s'agit d'une demande de maintien de dérogation vis à vis des tiers et d'une régularisation de la dérogation de distance du forage existant situé à moins de 35 mètres des bâtiments d'élevage;

CONSIDERANT que la demande d'autorisation déposée après le 30 juin 2017, a été instruite selon les dispositions législatives et réglementaires de l'ordonnance n° 2017-80 du 26 janvier 2017 susvisée ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor,

ARRÊTE :

Article 1er : Bénéficiaire et portée de l'autorisation

- L'arrêté préfectoral du 13 mai 2005 est abrogé.

Les dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 sont modifiées comme suit :

" 1. 1. - Monsieur Pierre LE CAM, ci-après dénommé l'exploitant, domicilié au lieu-dit "Sainte Marie" sur la commune de SAINT CONNAN est autorisé sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter à cette adresse à moins de 100 mètres des tiers les plus proches et au lieu dit "Pont Nezen" commune de SAINT CONNAN à moins de 35 mètres d'un forage, un élevage de volailles d'une capacité maximale de 64 040 emplacements, sous réserve que la rotation des bandes permette de limiter la quantité d'azote produite à 13 128 UN/an".

1. 2. - Nature des installations

1. 2. 1. - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Alinéa	A, E, D, NC,	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation	Critère de classement	Seuil de critère	Unité de critère	Volume autorisé	Unité du volume autorisé
3660	a)	A	Élevage intensif	Élevage de volaille	Nombre total d'emplacements	> 40000	1 place = 1 emplacement	64040	emplacem ents
2111	1)	A	Élevage, vente, etc... de volaille	Élevage	Classé au titre de la rubrique n° 3660				

A : (autorisation); E : (enregistrement); DC (déclaration en contrôle périodique); D : (déclaration); NC : (non classé)

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Au sens de l'article R 515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont les suivantes :

Désignation des installations	Rubrique de la nomenclature des installations classées	Activité spécifiée à l'annexe I de la directive 2010/75/UE dite "IED"	Conclusions sur les meilleures techniques disponibles
			Document de référence sur les meilleures techniques

Élevage intensif de volailles : a) Avec plus de 40 000 emplacements pour les volailles	3660	6.6. a)	disponibles "Élevage intensif "de volailles et de porcins du 15/02/2017.
---	------	---------	--

L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) les plus récentes, en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.

1. 2. 2. - Situation de l'établissement

Les installations (bâtiments + annexes) sont situées sur la commune, parcelles et sections suivantes :

Commune	Type d'élevage	Lieu dit	Section & parcelles
Saint Connan	Poulettes démarrées	Sainte Marie	ZS 59
Saint Connan	Poulettes démarrées	Pont Nezen	ZC 50 et 58

1. 2. 3. - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les autres réglementations en vigueur".

Article 2 : Prescriptions particulières concernant l'élevage de volailles (poulaillers et annexes)

Les dispositions de l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 29 juillet 2003 sont modifiées comme suit :

« 2. 1. - Aménagement des bâtiments :

2. 1. 1. - La surface des poulaillers ne doit pas dépasser **3202** m² de surface utile au sol pour le logement des animaux.

2. 1. 2. - L'installation est implantée, aménagée et exploitée conformément aux plans et aux dispositions décrites dans le dossier joint à la demande.

2. 1. 3. - Tout projet de modification de l'installation, de son mode d'exploitation ou de son voisinage, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier d'autorisation, doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

2. 1. 4. - Toutes les eaux usées (sas, etc...) y compris celles du lavage éventuel des poulaillers entre deux bandes et celles du lavage de l'équipement intérieur des poulaillers doivent être collectées et traitées. Tout écoulement dans le milieu naturel est interdit.

2. 2. - Sécurité

2. 2. 1. - L'installation électrique doit être conforme aux normes en vigueur ainsi que les installations de chauffage et de stockage de combustibles, s'il en existe.

2. 2. 2. - L'établissement doit être doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques à défendre (extincteurs pour feu d'origine électrique).

2. 2. 3. - Disposer à 200 mètres au plus de l'établissement, en un emplacement facilement accessible par les sapeurs-pompiers et visiblement signalé, un poteau d'incendie de 100 m / m conforme à la norme NFS 61 213 capable de fournir en permanence un débit de 1000 litres / minute sous une pression dynamique de 1 bar minimum ou une réserve d'eau d'une capacité utile de 120 m³ équipée d'une aire de mise en aspiration viabilisée, d'une surface de 32 m² au moins, accessible en tous temps et toutes circonstances.

2. 3. - Entretien et aménagement

L'installation est toujours maintenue en état de propreté. Les opérations de nettoyage et d'entretien sont menées de façon à éviter toute nuisance et tout risque sanitaire.

L'exploitant prend toutes les mesures nécessaires pour lutter contre la prolifération des insectes et des rongeurs.

Les écrans de verdure mis en place aux abords des bâtiments d'élevage pour les isoler des habitations voisines doivent être entretenus et maintenus en place".

Article 3 : Gestion des flux - Traçabilité

Il est donné acte à Monsieur Pierre LE CAM de sa déclaration par laquelle il fait connaître qu'il met à l'arrêt son unité de fabrication d'engrais organiques.

Une convention est établie avec une société prestataire de service, pour la reprise et le traitement de 390 tonnes de fumier brut correspondant à **9759** unités d'azote et **7736** unités de phosphore.

Un enregistrement des cessions à l'organisme cité dans la convention de reprise est réalisé avec :

- les dates de départs,
- les références de lots,
- les quantités livrées en tonnes et/ou en m³,
- le nom du transporteur,

A chaque enlèvement, un bon d'enlèvement est établi entre l'exploitant, le transporteur et l'organisme qui assure la reprise. Sur ce bon sont indiqués, la date de départ, la nature du produit, les quantités enlevées en tonnes et en m³, la désignation du transporteur.

L'exploitant doit pouvoir fournir chaque année aux services d'inspection des installations classées, les quantités de produits livrés et leurs destinations finales, celles-ci pouvant être fournies directement par la société qui assure la reprise et tenir à la disposition des organismes de contrôle les bons enlèvements qui doivent être conservés au moins pendant cinq ans.

L'exploitant est tenu d'avertir le service d'inspection installation classée de toute rupture de contrat dès lors qu'il en prend connaissance ou de tout événement s'opposant à la reprise des déjections et de proposer une mesure alternative. En l'absence de solution de substitution, les effectifs d'animaux doivent être réduits.

Article 4 : Prescriptions particulières relatives aux puits et forages existants

"L'exploitant" est autorisé à prélever via le forage existant sur la parcelle ZC n° 58 qui doit répondre aux prescriptions de l'arrêté préfectoral du 11 août 2016 fixant les dispositions applicables aux puits et forages, notamment :

- Les eaux de ruissellement doivent être détournées de la tête de forage : la protection de la tête de forage doit être assurée par une dalle de propreté de 3 m² minimum centrée sur l'ouvrage et de 0.3 m de hauteur au-dessus du terrain naturel en pente vers l'extérieur du forage.
- Un dispositif de comptage horaire ou volumétrique doit être installé.
- Un disconnecteur doit être installé si l'installation est raccordée à un réseau public.

Un prélèvement d'eau provenant de ces ouvrages est réalisé, pour analyse, par un laboratoire indépendant afin de démontrer que cette eau n'est pas polluée. Cette analyse porte au minimum sur les paramètres suivants : chlorures, ammoniac, nitrates et bactériologie. Ces analyses sont répétées au moins une fois par an et les résultats tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'abandon de l'ouvrage, celui-ci doit être comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de transfert de pollution et de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraines contenues dans les formations géologiques aquifères. L'abandon doit être signalé au service chargé de l'inspection des installations classées.

Article 5 : Affichage

Une copie du présent arrêté est :

- déposée à la mairie de Saint-Connan pour y être consultée ;
- affichée à la mairie de Saint-Connan pendant une durée minimum d'un mois ;
- affichée, en permanence et de façon visible, dans l'installation par les soins de l'exploitant ;
- mise en ligne sur le site Internet de la préfecture pendant un mois.

Article 6 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée au tribunal administratif de Rennes (Hôtel de Bizien - 3 Contour de la Motte - 35044 Rennes Cedex) :

- dans un délai de deux mois à compter de la notification de la décision pour l'exploitant ;
- dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de la décision pour les tiers, les personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements.

Article 7 : Exécution

La secrétaire générale de la préfecture des Côtes-d'Armor, le Sous-préfet de Guingamp, le maire de Saint-Connan et le directeur départemental de la protection des populations sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont copie est notifiée à l'exploitant pour être conservée en permanence et présentée à toute réquisition des autorités administratives ou de police ou de gendarmerie.

Saint-Brieuc, le

31 JUL. 2018

LE PREFET,
pour le Préfet
Le Sous-Préfet,
Directeur de Cabinet



Franck LEON